

## Tribune adressée au Courrier de l'Ouest

### Lettre ouverte d'une enseignante

Elue et engagée politiquement depuis de nombreuses années, j'aime à rappeler que ce n'est pas mon métier. En effet, depuis 2000, je suis professeure des écoles. J'ai choisi ce métier par vocation (alors que d'autres choix s'offraient à moi) : enfant déjà, je rêvais de devenir maîtresse d'école et j'ai bâti mon parcours scolaire dans cette perspective.

Ainsi, j'ai la chance, l'honneur, d'être ce que j'ai toujours voulu être et d'exercer ce que je considère comme un très beau métier. Je fais en effet partie de ces enseignants qui s'épanouissent dans leur travail, dans leur missions, dans leurs relations avec les élèves, avec les familles, avec mes collègues...

J'ai la chance qui plus est d'exercer dans une classe tout à fait particulière, une UPE2A : c'est-à-dire que j'enseigne, en école élémentaire, le français à des enfants qui viennent d'arriver en France et doivent d'abord apprendre notre langue. Pour la petite-fille d'immigrée que je suis, inutile de dire que ce poste était pour moi plus qu'un choix, mais plutôt une évidence.

J'enseigne donc depuis 24 ans. Si je me permets d'écrire aujourd'hui, c'est en réaction au débat de ces jours derniers à la suite de la nomination de notre nouvelle ministre, mais pas seulement. Je le fais car j'ai envie de dire, de clamer haut et fort combien j'aime mon métier, mais aussi combien je suis inquiète de l'évolution de l'éducation nationale. Alors, si mon engagement politique peut me permettre de donner un peu de portée à quelques revendications, je m'y risque.

L'école de la république, celle que j'ai toujours connue et défendue, regorge d'enseignants particulièrement impliqués et déterminés pour la réussite de leurs élèves. Des professionnels qui ne comptent pas leurs heures, font des journées continues toute la semaine, travaillent pour préparer la classe sur leur temps libre, prennent sur ce temps libre pour rencontrer individuellement les parents dès que nécessaire, investissent personnellement dans des livres et outils pédagogiques...

L'école regorge aussi de directeurs et directrices qui sont dévoués à leur école et accomplissent leur mission le plus souvent en plus d'un temps de classe qui les occupe tout autant, sans compter leurs heures, eux non plus. Ils sont sursollicités par une hiérarchie qui leur demande toujours plus (réunions, projets, statistiques, évaluations d'école, relations partenaires...). Ces directeurs et directrices sont en première ligne en cas de problème et ils s'exposent aussi dans une société de plus en plus procédurière.

Malheureusement, il y a une vraie crise du recrutement. Les explications à cette crise sont nombreuses avec, notamment, l'inadéquation entre les études exigées et le niveau de salaire (bien inférieur à la moyenne des autres pays européens), le manque de moyens ou encore la lourdeur administrative, le tout contrebalancé par bien peu d'avantages (l'opinion publique retient souvent les vacances mais au-delà...). Oui, le métier n'est plus aussi attractif qu'il ne l'a été. De même, il n'y a jamais eu autant de démissions qu'aujourd'hui.

On manque cruellement de moyens. D'abord les moyens humains. Pas assez d'enseignants, des classes trop chargées (je salue le dédoublement en REP qui est une bonne chose mais, personnellement, j'aurais privilégié de baisser les effectifs à un nombre d'élèves raisonnable, par exemple dans toutes les classes de CP), des remplaçants en nombre insuffisant.

Parlons des remplacements. Je rappelle que, contrairement aux idées reçues, l'absentéisme dans l'enseignement public est inférieur à celui constaté dans le secteur privé dans son ensemble, d'après les dernières statistiques. La majorité de mes collègues hésitent très souvent à se mettre en arrêt parce qu'ils sont conscients de ce que cela peut engendrer. Mais oui, quand un enseignant est absent et qu'il n'est pas remplacé (non-remplacement malheureusement très fréquent), alors l'absence est visible. Surtout quand

cela dure plusieurs jours et qu'on doit répartir les élèves dans les autres classes : cela nuit considérablement aux apprentissages mais aussi aux conditions de travail de l'ensemble des enseignants. Et alors les parents ont, à juste titre, toutes les raisons de se plaindre.

Le manque de moyens est aussi vrai dans l'inclusion. Quelle belle idée que l'inclusion, que je défends ardemment ! C'est un concept d'une grande richesse pour tous et cela permet à des enfants en situation de handicap de grandir, d'évoluer, de progresser avec les enfants de leur classe d'âge. Mais inclure, cela implique de s'en donner les moyens. Or, on manque de moyens humains (combien d'enfants devraient bénéficier d'heures d'accompagnement individuel mais ne les ont pas ?), de formations mais aussi, quand il y a des situations où l'inclusion n'est pas la solution la plus adaptée, on manque cruellement de places dans les dispositifs adéquats. Tout cela génère de la frustration et une forme de maltraitance : pour les élèves concernés, pour les parents qui doivent se battre au quotidien, pour les enseignants, pour les AESH (qui sont en plus bien mal rémunérés), pour les enfants de la classe.

Mes inquiétudes, enfin, portent sur la liberté pédagogique. Bien sûr, elle répond à des règles, des exigences, des attendus que chaque enseignant doit respecter. Face à des résultats qui interrogent parfois, on cherche toujours les causes. Je ne fais pas partie de ceux qui nieront les difficultés, et notamment la baisse du niveau scolaire.

Personnellement, je pense qu'on doit y répondre par des moyens humains : plus d'enseignants que de classes par exemple, moins d'élèves par classe, plus de moyens attribués aux réseaux d'aide aux élèves en difficulté.

Dans ce contexte, les dernières mesures annoncées, visant à imposer certaines méthodes, à « rétablir l'ordre », à parler d'uniforme scolaire, m'inquiètent et sont, de mon point de vue, de la poudre aux yeux pour satisfaire une légende publique sur ce que seraient les causes de l'état de l'école, appuyée sur une vision nostalgique et rétrograde de l'enseignement. Et cela fait du mal à l'école. Cela nous fait du mal à tous.

Depuis quelques jours, on voit ressurgir un débat sur l'école publique et l'école privée. Si la liberté de choix des parents s'impose et n'est pas contestable, la question de l'équité des financements et des fonctionnements devrait être reposée et débattue. Il suffit de regarder les données très instructives des IPS (indicateurs de position sociale), accessibles sur internet, pour comprendre les inégalités entre quartiers, entre établissements. La question de la mixité scolaire est cruciale et tant qu'elle ne se posera pas de la même manière entre public et privé, les inégalités subsisteront, l'entre-soi persistera, entraînant malheureusement une forme de séparatisme social.

Avant de conclure, je voudrais évoquer Michel, Régine, Fabienne et Michel, les enseignants qui m'ont encouragée à devenir moi-même enseignante. Je pense que nous avons, en tant qu'enseignants, un rôle à jouer pour susciter des envies, des vocations peut-être. A ce titre, je regrette (et d'ailleurs je ne comprends pas) de ne pas pouvoir accueillir d'élèves de 3<sup>ème</sup> en stage dans ma classe et de devoir les refuser parce que c'est écrit dans une circulaire. Quel dommage de ne pas pouvoir contribuer au parfois difficile parcours d'orientation d'un jeune quand il s'interroge sur le fait de devenir enseignant. Elève de 3<sup>ème</sup> au collège Californie, j'avais eu la chance de pouvoir faire mon stage dans mon ancienne école Dacier et j'en étais ressortie totalement confortée dans mon envie de devenir enseignante.

J'enseigne depuis 20 ans. J'ai connu 14 ministres de l'Éducation nationale... et au moins autant de réformes, probablement. L'école est essentielle à la construction d'une société, à la formation des futurs citoyens. J'espère que nous serons entendus sur le besoin de moyens, le besoin aussi de considération à l'égard des enseignants, des directeurs et directrices. J'espère que l'on fera réellement de l'école une priorité, tout simplement !

**Silvia CAMARA-TOMBINI**

**Mercredi 17 janvier 2024 - Angers**